

# Quelques faits historiques et législatifs sur le Manitoba français

## Selective historical and legislative highlights of Francophone Manitoba

Sessions d'information

5 et 7 mars 2018

De génération en génération



# 1870

- La loi de 1870 sur le Manitoba :
  - Article 22 – Protection des écoles confessionnelles (protection du français tenue pour acquise).
  - Article 23 – Statut officiel du français et de l'anglais dans les institutions législatives et judiciaires.
- The Manitoba Act of 1870:
  - Section 22 – Protection of denominational schools (assumption that the use of French as a language of instruction would be automatically protected).
  - Section 23 – Official status of English and French in the Legislature and the courts.



# 1890

- La législature du Manitoba vote la suppression de la langue française comme langue officielle de la province.
- The Manitoba Legislature votes to abolish French as an official language in the province.

De génération en génération



# 1896

- Laurier négocie avec le gouvernement provincial un accord appelé le compromis Laurier-Greenway qui autorise l'enseignement bilingue (ex. : anglais et français).
- Laurier negotiated an agreement known as the Laurier-Greenway compromise with the provincial government. This agreement allowed bilingual instruction (ex: English and French).

De génération en génération



# 1916

- La loi Thornton supprime les écoles bilingues, abolissant, en fait, l'éducation en français. En 1915, le Manitoba avait 126 écoles françaises. Une centaine d'années plus tard, il n'en restait que 24.
- Fondation de l'Association d'éducation des Canadiens français (AECFM). L'AECFM fonctionnera pendant plus de 50 ans comme un genre de ministère de l'éducation parallèle pour améliorer l'éducation en français des francophones du Manitoba.
- The Thornton Act abolishes bilingual schools in Manitoba. In 1915, Manitoba had 126 French schools. A century later, only 24 remained.
- The "Association d'éducation des Canadiens français " (AECFM) was founded and for more than 50 years, acted as a form of parallel department of education to improve French language education to Francophones in Manitoba.

De génération en génération



# 1967

- Adoption de la loi 59 par le gouvernement conservateur du premier ministre Duff Roblin. Cette loi scolaire restitue le droit d'enseigner en français dans les écoles du Manitoba, en limitant toutefois l'enseignement en français à la moitié de la journée scolaire.
- Enactment of Bill 59 by the Conservative Government of Duff Roblin. This law reinstates the right to teach French in Manitoba schools but limited French language instruction to half a day.

De génération en génération



# 1969

- Adoption d'une loi fédérale sur les langues officielles du Canada.
- Enactment of the federal Official Language Act.

De génération en génération





# 1970

- Adoption par le gouvernement Schreyer de la loi 113. La loi reconnaît le français comme langue d'enseignement sur un pied d'égalité avec l'anglais au Manitoba et reprend la place qu'il avait occupé jusqu'en 1896.
- The Schreyer government passes Bill 113 which recognizes French as a language of instruction on an equal footing with English in Manitoba and re-establishes the place it had occupied until 1896.

De génération en génération





# 1972

- Création de l'Institut pédagogique au Collège universitaire de Saint-Boniface, qui est affilié à l'Université du Manitoba, pour offrir la formation d'éducateurs en français.
- Establishment of Institut pédagogique at the Collège universitaire de Saint-Boniface, affiliated with the University of Manitoba, to offer teacher training in French.

De génération en génération



# 1975

- Ouverture du Collège communautaire de Saint-Boniface (devenu depuis l'École technique et professionnelle du Collège universitaire de Saint-Boniface).
- Opening of the Collège communautaire de Saint-Boniface (now known as the École technique et professionnelle of the Collège universitaire de Saint-Boniface).



# 1976

- Création de la Fédération provinciale des comités de parents inc. (FPCP). Son but est de promouvoir le développement et l'épanouissement de l'éducation française là où les parents francophones le désirent pour leurs enfants.
- Establishment of the Fédération provinciale des comités de parents inc. (FPCP). Its primary objective is to promote the development of French-language education in areas where Francophone parents request it.



# 1979

- La Official Language Act de 1890 est déclarée inconstitutionnelle le 13 décembre 1979 lorsque la Cour suprême du Canada donne raison à Georges Forest.
- Création à Winnipeg de la Commission nationale des parents francophones (CNPF), une association nationale regroupant les associations de parents francophones et acadiens de 9 provinces et 2 territoires.
- The Official Language Act of 1890 is declared unconstitutional on December 13, 1979 when the Supreme Court of Canada rules in favour of Georges Forest.
- The creation, in Winnipeg, of the Commission nationale des parents francophones (CNPF), a national organisation of Francophone and Acadian parents from 9 provinces and 2 territories.

De génération en génération



# 1982

- La Constitution canadienne est rapatriée et la Charte canadienne des droits et libertés est adoptée. L'article 23 de la Charte garantit aux minorités de langues officielles l'accès et la gestion des écoles en leur langue maternelle.
- Ouverture du Collège Béliveau : la première école secondaire d'immersion totale au Manitoba et de l'Amérique du Nord.
- Début des négociations avec le gouvernement provincial pour amender l'article 23 de l'Acte du Manitoba afin d'enchâsser les services en français.
- The Canadian Constitution is repatriated and the Charter of Rights and Freedoms is adopted. Section 23 of the Charter guarantees access and control of schools in French to the linguistic minority community.
- Opening of Collège Béliveau : The first total French immersion high school in Manitoba and North America.
- The beginning of negotiations with the Provincial Government to amend Section 23 of the Manitoba Act to enshrine French language services.

De génération en génération



# 1983

- Incendie des bureaux de la SFM. L'enquête prouvera que l'incendie était d'origine criminelle.
- Un impressionnant ralliement est organisé à Sainte-Anne-des-Chênes pour appuyer la présentation du président de la SFM, Léo Robert, aux audiences publiques du Comité de la législature manitobaine chargé d'étudier le projet d'amendement de l'article 23 de l'Acte du Manitoba.
- Fire at the office of the Société franco-manitobaine. The criminal investigation confirmed it was arson.
- There was an impressive rally in Ste.Anne to support a presentation by Léo Robert, President of the SFM, at the public hearing of the Legislative Assembly on the proposed amendment to Section 23 of the Manitoba Act.



# 1984

- Le gouvernement provincial de Howard Pawley retire le projet de loi prévoyant la modification constitutionnelle de l'article 23 de l'Acte du Manitoba.
- La SFM demande au gouvernement fédéral un renvoi direct à la Cour suprême du Canada pour recevoir une réponse définitive sur la portée de l'article 23.
- The Government of Howard Pawley withdraws its proposed Bill on the Constitutional Amendment to the Manitoba Act.
- The SFM asks the Federal Government for a direct referral to the Supreme Court of Canada to get a definitive answer of the scope of Section 23.





# 1985

- La Cour suprême du Canada rend sa décision : l'article 23 de la Loi du Manitoba (1870) oblige la province à traduire ses lois dans les deux langues officielles. Toutes les lois du Manitoba approuvées depuis 1890 sont déclarées inconstitutionnelles, mais demeurent, temporairement, valides. La province a un délai de 120 jours pour donner à la cour un calendrier de traduction.
- Le ministre provincial de l'Éducation préfère envoyer la question de la mise en œuvre de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés devant les tribunaux, plutôt que de donner aux parents francophones ce qu'ils demandent depuis 1982.
- The Supreme Court of Canada declares all of Manitoba's legislative documents to be invalid because they were adopted in English only. Although unconstitutional, the statutes remain valid during the 120-day period the Court grants to translate them.
- The provincial Minister of Education brings the implementation of Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms to court rather than provide Francophone parents with the governance of Francophone schools.

De génération en génération



# 1988

- Après avoir accepté de mettre en veilleuse leurs demandes, les parents cherchent à obtenir, par la négociation, la mise en œuvre d'une division scolaire francophone et, ainsi, la gestion scolaire à laquelle ils ont droit, en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.
- Having put aside their requests, parents opt instead to negotiate the implementation of a French school division and consequently, governance of their schools to which they are eligible pursuant to Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

De génération en génération



# 1990

- L'Arrêt Mahé de la Cour suprême du Canada confirme que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés garantit aux parents francophones d'Edmonton un degré de gestion de leurs écoles françaises, langue première.
- Le gouvernement manitobain met sur pied le Groupe de travail du Manitoba sur la gestion scolaire, présidé par M. Edgar Gallant, afin de recommander au gouvernement un modèle de gestion pour les écoles francophones au Manitoba.
- In the Mahé Decision, the Supreme Court of Canada confirms that Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms guarantees a certain degree of control over French schools by the parents of Edmonton.
- The government of Manitoba establishes the Manitoba School Governance Task Force, chaired by Mr. Edgar Gallant, to recommend a governance model for French-language schools in Manitoba.

De génération en génération



# 1991

- Le Groupe de travail du Manitoba sur la gestion scolaire remet un rapport unanime au gouvernement et propose qu'une commission scolaire et une division scolaire provinciale francophone soient créées.
- The Manitoba School Governance Task Force submits its report recommending the establishment of a Francophone school division and school board responsible for French-language education in Manitoba.



# 1993

- La Cour suprême du Canada, dans le renvoi des parents francophones du Manitoba, affirme que l'article 23 de la Charte garantit aux Franco-Manitobains un degré maximum de gestion de leurs écoles françaises.
- In the reference of Francophone parents of Manitoba, the Supreme Court of Canada rules that Section 23 of the Charter guarantees the complete governance of their French schools.
- La Loi 34 est adoptée le 27 juillet par le gouvernement conservateur du premier ministre Gary Filmon. Cette nouvelle loi scolaire, conforme à l'article 23 de la Charte canadienne, prévoit la création d'une division scolaire de langue française pour la rentrée scolaire de 1994.
- The Conservative Government of Gary Filmon adopts Bill 34 on July 27th. This new education law, which is consistent with Section 23 of the Charter, created the Division scolaire franco-manitobaine slated to open for the 1994 school year.

De génération en génération



# 1994

- Création de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM)
- The Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) is inaugurated.



# 2016

- La Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée législative du Manitoba le 30 juin.
  - La présente Loi a pour objet l'établissement du cadre nécessaire en vue de favoriser l'épanouissement de la francophonie manitobaine.
  - La Loi inclut :
    - 1) Une nouvelle définition inclusive de la francophonie manitobaine;
    - 2) Le Conseil consultatif des affaires francophones.
- The Francophone Community Enhancement and Support Act is adopted unanimously by the Legislative Assembly of Manitoba on June 30th.
  - The purpose of the Act is to provide a framework for enhancing the vitality of Manitoba's Francophone community.
  - This Act includes:
    - 1) A new inclusive definition of Manitoba's Francophone community;
    - 2) The Francophone Affairs Advisory Council.

De génération en génération





# 2018

- 50e anniversaire des Éducatrices et Éducateurs francophones du Manitoba.
- 50th anniversary of the Éducatrices et Éducateurs francophones du Manitoba.
- L'Université de Saint-Boniface célèbre 200 ans d'éducation en français au Manitoba.
- The University of Saint-Boniface celebrates 200 years of French education in Manitoba.



# Références

BRITTON, Jean, A Historical Listing of Significant Events in Manitoba's Elementary-Secondary Education, Post-Secondary Education and Training Systems 1989 – 2006. Mise à jour le 30 juin 2006 [En ligne]. [http://umanitoba.ca/faculties/health\\_sciences/medicine/units/chs/departamental\\_units/mchp/protocol/media/history\\_education\\_events\\_1989to2006.pdf](http://umanitoba.ca/faculties/health_sciences/medicine/units/chs/departamental_units/mchp/protocol/media/history_education_events_1989to2006.pdf) [Consulté le 1er novembre 2017].

ÉDUCATION, CITOYENNETÉ ET JEUNESSE MANITOBA, Politique curriculaire pour le programme d'immersion française – Introduction, Mise à jour en juillet 2008. [En ligne]. <http://www.edu.gov.mb.ca/m12/frpub/pol/polcurr/docs/introduction.pdf> [Consulté le 1er novembre 2017].

LA LIBERTÉ, de 1974 à 2007. [En ligne]. <http://peel.library.ualberta.ca/newspapers/LBT/?locale=fr> [Consulté le 1er novembre 2017].

LA FÉDÉRATION DES PARENTS DU MANITOBA, Histoire de la FPM. [En ligne]. <http://www.lafpm.com/category/histoire-de-la-fpm/> [Consulté le 1er novembre 2017].

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES FRANCOPHONES, Aspects fondamentaux des droits linguistiques au Canada et au Manitoba. [En ligne]. <https://www.gov.mb.ca/fls-slf/bilingual.fr.html> [Consulté le 1er novembre 2017].

SOCIÉTÉ DE LA FRANCOPHONIE MANITOBAINE, Histoire du Manitoba français / Ligne de temps, Mise à jour en 2017. [En ligne]. <http://www.sfm.mb.ca/a-propos/histoire/Ligne> [Consulté le 1er novembre 2017].

SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE SAINT-BONIFACE, Histoire chronologique du Manitoba français, Mise à jour en 2010. [En ligne]. [http://shsb.mb.ca/Au\\_pays\\_de\\_Riel/Chronologies/Manitoba\\_francais](http://shsb.mb.ca/Au_pays_de_Riel/Chronologies/Manitoba_francais) [Consulté le 1er novembre 2017].

